

---

**XXX**  
**XXX**

---

*Audience du XXX*  
*7ème chambre*  
*Parquet n°XXX*

<p><b>CONCLUSIONS DE CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE</b> <b>DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BORDEAUX</b></p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**POUR :**

**- Madame XXX**

Ayant pour Avocat :

**Maître XXX**, Avocat au Barreau de Bordeaux, XX

**CONTRE :**

**- XXXXX**

**EN PRESENCE DE LA CPAM DE LA GIRONDE**

**EN PRESENCE DU MINISTERE PUBLIC**

**\*\*\***

**I- RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE**

Rappel des faits

XXXX

XXX

## PLAISE AU TRIBUNAL

### I – RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

➤ **Faits :**

XXX

➤ **Procédure :**

Le XXX, Monsieur / Madame XXX était interpellé et placé en Garde à vue.

XXX déféré devant le Procureur de la République le XXX.

Monsieur XXX était renvoyé devant la juridiction de céans prévenu du chef :

*« D'avoir à xxxx, et en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, xxxxx ».*

\*

### II – DISCUSSION

Si besoin d'une demande d'expertise avec renvoi sur IC

**Avant dire droit, sur la demande de réalisation d'une expertise médicale de Madame XX**

Les agissements de Monsieur XXX ont causé un préjudice certain à **Madame XX** notamment un préjudice physique et psychologique.

Le XXX, le service des urgences de l'hôpital XXX, le Dr. XXX a constaté, que Madame XX présente **(pièce n°1)** :

« (...)

.

*Ces blessures ont nécessité une incapacité temporaire totale de XXX jours ».*

### **Pièce 1 : Certificat de constat de blessure du Dr. XX**

Le XXX, le docteur TAVEAUX, médecin traitant de Madame XX adressait un courrier pour un suivi de soin pour des «XXXX) ».

### **Pièce 2 : Courrier d'adressage du Dr.**

Ce même jour, le Madame XX rédigeait un certificat médical constatant :

« XXXXXX ».

### **Pièce 3 : Certificat médical du Dr**

En raison de la persistance des troubles, l'état de santé de Madame XX n'est pas consolidé au jour de l'audience devant le Tribunal de Céans.

Madame XX donc bien fondée à solliciter l'organisation d'une expertise médicale, confiée à tel médecin qu'il plaira au Tribunal, avec mission de :

1. Convoquer Madame XX, victime d'une infraction le XXXX, dans le respect des textes en vigueur.

2. Se faire communiquer par la victime, son représentant légal ou tout tiers détenteur tous documents médicaux relatifs à l'infraction, en particulier le certificat médical initial.
3. Fournir le maximum de renseignements sur l'identité de la victime, ses conditions d'activités professionnelles, son statut exact et/ou sa formation s'il s'agit d'un demandeur d'emploi.
4. A partir des déclarations de la victime imputables au fait dommageable et des documents médicaux fournis, décrire en détail les lésions initiales, les modalités du traitement, en précisant autant que possible les durées exactes d'hospitalisation et, pour chaque période d'hospitalisation, la nature et le nom de l'établissement, le ou les services concernés et la nature des soins.
5. Indiquer la nature de tous les soins et traitements prescrits imputables à l'infraction et, si possible, la date de la fin de ceux-ci.
6. Décrire, en cas de difficultés particulières éprouvées par la victime, les conditions de reprise de l'autonomie et, lorsque la nécessité d'une aide temporaire est alléguée, la consigner et émettre un avis motivé sur sa nécessité et son imputabilité.
7. Retranscrire dans son intégralité le certificat médical initial et, si nécessaire, reproduire totalement ou partiellement les différents documents médicaux permettant de connaître les lésions initiales et les principales étapes de l'évolution.
8. Prendre connaissance et interpréter les examens complémentaires produits.
9. Recueillir les doléances de la victime en l'interrogeant sur les conditions d'apparition, l'importance des douleurs et de la gêne fonctionnelle et leurs conséquences.

10. Décrire un éventuel état antérieur en interrogeant la victime et en citant les seuls antécédents qui peuvent avoir une incidence sur les lésions ou leurs séquelles. Dans cette hypothèse :

Au cas où il aurait entraîné un déficit fonctionnel, antérieur, fixer la part imputable à l'état antérieur et la part imputable au fait dommageable.

Au cas où il n'y aurait pas de déficit fonctionnel antérieur, dire si le traumatisme a été la cause déclenchante du déficit fonctionnel actuel ou si celui-ci se serait de toute façon manifesté spontanément dans l'avenir.

11. Procéder dans le respect du contradictoire à un examen clinique détaillé en fonction des lésions initiales et des doléances exprimées par la victime.

12. Analyser dans une discussion précise et synthétique l'imputabilité entre l'infraction, les lésions initiales et les séquelles invoquées en se prononçant sur :

- la réalité des lésions initiales,
- la réalité de l'état séquellaire,
- l'imputabilité directe et certaine des séquelles aux lésions initiales et en précisant l'incidence éventuelle d'un état antérieur.

13. Déterminer la durée du déficit fonctionnel temporaire, période pendant laquelle, pour des raisons médicales en relation certaine, directe et exclusive avec l'infraction, la victime a dû interrompre totalement ses activités professionnelles ou ses activités habituelles.

Si l'incapacité fonctionnelle n'a été que partielle, en préciser le taux

Préciser la durée des arrêts de travail au regard des organismes sociaux au vu des justificatifs produits ; si cette durée est supérieure à l'incapacité temporaire retenue, dire si ces arrêts sont liés au fait dommageable.

14. Fixer la date de consolidation, qui est le moment où les lésions se fixent et prennent un caractère permanent tel qu'un traitement n'est plus nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation.

15. Chiffrer, par référence au "Barème indicatif des déficits fonctionnels séquellaires en droit commun" le taux éventuel de déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente) imputable à l'infraction, résultant de l'atteinte permanente d'une ou plusieurs fonctions persistant au moment de la consolidation, le taux de déficit fonctionnel devant prendre en compte, non seulement les atteintes aux fonctions physiologiques de la victime mais aussi les douleurs physiques et morales permanentes qu'elle ressent, la perte de qualité de vie et les troubles dans les conditions d'existence qu'elle rencontre au quotidien après consolidation. Dans l'hypothèse d'un état antérieur, préciser en quoi l'accident a eu une incidence sur celui-ci et décrire les conséquences de cette situation.

16. Lorsque la victime allègue une répercussion dans l'exercice de ses activités professionnelles, recueillir les doléances, les analyser, les confronter avec les séquelles retenues, en précisant les gestes professionnels rendus plus difficiles ou impossibles, dire si un changement de poste ou d'emploi apparaît lié aux séquelles.

17. Décrire les souffrances physiques, psychiques ou morales endurées pendant la maladie traumatique (avant consolidation) du fait des blessures subies. Les évaluer selon l'échelle habituelle de sept degrés.

18. Donner un avis sur l'existence, la nature et l'importance du préjudice esthétique, en précisant s'il est temporaire (avant consolidation) ou définitif. L'évaluer selon l'échelle habituelle de sept degrés, indépendamment de l'éventuelle atteinte fonctionnelle prise en compte au titre du déficit.

19. Lorsque la victime allègue l'impossibilité de se livrer à des activités spécifiques de sport et de loisir, donner un avis médical sur cette impossibilité et son caractère définitif, sans prendre position sur l'existence ou non d'un préjudice afférent à celle alléguée.

20. Indiquer, le cas échéant :

- si l'assistance d'une tierce personne constante ou occasionnelle est, ou a été, nécessaire, en décrivant avec précision les besoins (niveau de compétence technique, durée d'intervention quotidienne)

- si des appareillages, des fournitures complémentaires et si des soins postérieurs à la consolidation sont à prévoir.

21. Si le cas le justifie, procéder selon la méthode du pré-rapport afin de provoquer les dires écrits des parties dans tel délai de rigueur déterminé de manière raisonnable et y répondre avec précision.

#### **D) Sur une demande de provision**

Au vu des éléments ci-dessus développé, le tribunal accordera à Madame XX une provision de X.000 € qui constituera une avance indemnitaire.

**Madame XX sollicite que le jugement avant-dire droit soit assorti de l'exécution provisoire.**

Madame XX sollicite un renvoi à une audience sur intérêts civils afin de pouvoir chiffrer le montant de ses différents préjudices.

## Si demande indemnitaire totale ou partielle à l'audience

Conformément à l'article 1240 du code de procédure civile, l'action civile suppose une faute, un préjudice et un lien de causalité.

La faute pénale est une faute intentionnelle qui ne fera aucune difficulté en l'espèce consistant à la commission de faits de XXXX.

Madame XXX fait états de différents chefs de préjudice :

### 1. Préjudice matériel

XXXX

XXXX

De sorte que Madame XXX a fait établir par un professionnel un devis concernant les travaux pour la remise en état estimé à **xxx euros**.

**Pièce 1 : Devis**

**Madame XXX sollicite que Madame XXXXsoit condamnée solidairement avec Monsieur XXX à XXXX€ de dommages et intérêts au titre de son préjudice matériel.**

### 2. Préjudice de jouissance

XXXX

XXXX

Il existe de toute évidence un préjudice de jouissance qui a été causé directement par la commission de l'infraction par Madame XX.



**Madame XX sollicite que Madame XX soit condamnée solidairement avec Monsieur XXX à XXXX€ de dommages et intérêts au titre de son préjudice de jouissance.**

### **3. Préjudice moral**

Madame XXX a été parfaitement marquée par les faits objet de la poursuite.

En effet, outre le sentiment d'insécurité que Madame XX a pu ressentir d'avoir  
XXXXXXXXXX

Madame XXXX a été fortement marquée par l'anxiété vis-à-vis de XXXX.

**Madame XXXX sollicite que Madame XXXX soit condamnée solidairement avec Monsieur XXXX à XXX€ de dommages et intérêts au titre de son préjudice moral.**

**PAR CES MOTIFS**

**PLAISE AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BORDEAUX**

*Vu l'article 1240 du code civil,*

Sur l'action civile

**DECLARER** recevable et bien fondée la constitution de partie civile de Madame XXX

**DECLARER** Madame XXX entièrement responsable des préjudices subis par Madame XXX

**JUGER** que Madame XXX est solidairement responsable avec Monsieur XXX des préjudices subis par Madame XXX

**CONDAMNER** Madame XXX à verser à Madame XXX la somme de X€ en réparation de son préjudice matériel

**CONDAMNER** Madame Madame XXX à verser à Madame Madame XXX la somme de XXX€ en réparation de son préjudice de jouissance

**CONDAMNER** Madame Madame XXX à verser à Madame XXX la somme de X€ en réparation de son préjudice moral

**DECLARER**, le jugement opposable à la CPAM DE LA GIRONDE ;

**ORDONNER** l'exécution provisoire de la décision à intervenir

**SOUS TOUTE RESERVE**

**DONT ACTE**

A Bordeaux,

Le XXX

**Maître XXXX**

## BORDEREAU DE PIÈCES

Pièce 1 : Devis XXX

Pièce 2 : Notification CPAM

Si demande d'expertise et renvoi sur intérêts civils

**PAR CES MOTIFS,  
PLAISE AU TRIBUNAL :**

***Par un jugement AVANT DIRE DROIT***

- **JUGER** Monsieur XXX entièrement responsable des préjudices subis par Madame XX,
- **ORDONNER** une expertise médicale de Madame XX
- **DESIGNER** tel Expert de son choix avec la mission précédemment décrite :
  1. Convoquer Madame XXX, victime d'une infraction le XXX, dans le respect des textes en vigueur.
  2. Se faire communiquer par la victime, son représentant légal ou tout tiers détenteur tous documents médicaux relatifs à l'infraction, en particulier le certificat médical initial.
  3. Fournir le maximum de renseignements sur l'identité de la victime, ses conditions d'activités professionnelles, son statut exact et/ou sa formation s'il s'agit d'un demandeur d'emploi.
  4. A partir des déclarations de la victime imputables au fait dommageable et des documents médicaux fournis, décrire en détail les lésions initiales, les modalités du traitement, en précisant autant que possible les durées exactes d'hospitalisation et, pour chaque période

d'hospitalisation, la nature et le nom de l'établissement, le ou les services concernés et la nature des soins.

5. Indiquer la nature de tous les soins et traitements prescrits imputables à l'infraction et, si possible, la date de la fin de ceux-ci.

6. Décrire, en cas de difficultés particulières éprouvées par la victime, les conditions de reprise de l'autonomie et, lorsque la nécessité d'une aide temporaire est alléguée, la consigner et émettre un avis motivé sur sa nécessité et son imputabilité.

7. Retranscrire dans son intégralité le certificat médical initial et, si nécessaire, reproduire totalement ou partiellement les différents documents médicaux permettant de connaître les lésions initiales et les principales étapes de l'évolution.

8. Prendre connaissance et interpréter les examens complémentaires produits.

9. Recueillir les doléances de la victime en l'interrogeant sur les conditions d'apparition, l'importance des douleurs et de la gêne fonctionnelle et leurs conséquences.

10. Décrire un éventuel état antérieur en interrogeant la victime et en citant les seuls antécédents qui peuvent avoir une incidence sur les lésions ou leurs séquelles. Dans cette hypothèse :

Au cas où il aurait entraîné un déficit fonctionnel, antérieur, fixer la part imputable à l'état antérieur et la part imputable au fait dommageable.

Au cas où il n'y aurait pas de déficit fonctionnel antérieur, dire si le traumatisme a été la cause déclenchante du déficit fonctionnel actuel ou si celui-ci se serait de toute façon manifesté spontanément dans l'avenir.

11. Procéder dans le respect du contradictoire à un examen clinique détaillé en fonction des lésions initiales et des doléances exprimées par la victime.

12. Analyser dans une discussion précise et synthétique l'imputabilité entre l'infraction, les lésions initiales et les séquelles invoquées en se prononçant sur :

- la réalité des lésions initiales,
- la réalité de l'état séquellaire,
- l'imputabilité directe et certaine des séquelles aux lésions initiales et en précisant l'incidence éventuelle d'un état antérieur.

13. Déterminer la durée du déficit fonctionnel temporaire, période pendant laquelle, pour des raisons médicales en relation certaine, directe et exclusive avec l'infraction, la victime a dû interrompre totalement ses activités professionnelles ou ses activités habituelles.

Si l'incapacité fonctionnelle n'a été que partielle, en préciser le taux

Préciser la durée des arrêts de travail au regard des organismes sociaux au vu des justificatifs produits ; si cette durée est supérieure à l'incapacité temporaire retenue, dire si ces arrêts sont liés au fait dommageable.

14. Fixer la date de consolidation, qui est le moment où les lésions se fixent et prennent un caractère permanent tel qu'un traitement n'est plus nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation.

15. Chiffrer, par référence au "Barème indicatif des déficits fonctionnels séquellaires en droit commun" le taux éventuel de déficit fonctionnel permanent (incapacité permanente) imputable à l'infraction, résultant de l'atteinte permanente d'une ou plusieurs fonctions persistant au moment de la consolidation, le taux de déficit fonctionnel devant

prendre en compte, non seulement les atteintes aux fonctions physiologiques de la victime mais aussi les douleurs physiques et morales permanentes qu'elle ressent, la perte de qualité de vie et les troubles dans les conditions d'existence qu'elle rencontre au quotidien après consolidation. Dans l'hypothèse d'un état antérieur, préciser en quoi l'accident a eu une incidence sur celui-ci et décrire les conséquences de cette situation.

16. Lorsque la victime allègue une répercussion dans l'exercice de ses activités professionnelles, recueillir les doléances, les analyser, les confronter avec les séquelles retenues, en précisant les gestes professionnels rendus plus difficiles ou impossibles, dire si un changement de poste ou d'emploi apparaît lié aux séquelles.

17. Décrire les souffrances physiques, psychiques ou morales endurées pendant la maladie traumatique (avant consolidation) du fait des blessures subies. Les évaluer selon l'échelle habituelle de sept degrés.

18. Donner un avis sur l'existence, la nature et l'importance du préjudice esthétique, en précisant s'il est temporaire (avant consolidation) ou définitif. L'évaluer selon l'échelle habituelle de sept degrés, indépendamment de l'éventuelle atteinte fonctionnelle prise en compte au titre du déficit.

19. Lorsque la victime allègue l'impossibilité de se livrer à des activités spécifiques de sport et de loisir, donner un avis médical sur cette impossibilité et son caractère définitif, sans prendre position sur l'existence ou non d'un préjudice afférent à celle alléguée.

20. Indiquer, le cas échéant :

- si l'assistance d'une tierce personne constante ou occasionnelle est, ou a été, nécessaire, en décrivant avec précision les besoins (niveau de compétence technique, durée d'intervention quotidienne)

- si des appareillages, des fournitures complémentaires et si des soins postérieurs à la consolidation sont à prévoir.

21. Si le cas le justifie, procéder selon la méthode du pré-rapport afin de provoquer les dires écrits des parties dans tel délai de rigueur déterminé de manière raisonnable et y répondre avec précision.

- **ALLOUER** à Madame XXXX une provision de **2.000 €** à valoir sur l'indemnisation de son préjudice,

- **DECLARER**, le jugement opposable à la CPAM DE LA GIRONDE ;

- **RESERVER** les dépens,

- **ORDONNER** l'exécution provisoire de la décision à intervenir

**SOUS TOUTES RESERVES**

**DONT ACTE**

## **BORDEREAU DE PIECES**

Pièce 1 : Certificat de constat de blessure du Dr.

Pièce 2 : Courrier d'adressage du Dr.

Pièce 3 : Certificat médical du Dr

Pièce 4 : Certificat médical du Dr

Pièce XX : Notification CPAM

### **Pièces du dossier pénal**